



Bonjour,

Le mois de février a vu nombre de zones géographiques s'enfoncer dans la crise. Chez nous, le redémarrage des moteurs industriels auquel on assiste depuis le début de l'année fait craindre une prochaine hausse de l'inflation. Aux États-Unis, les investisseurs s'inquiètent d'ores et déjà de la tournure que va prendre la campagne présidentielle, plus précisément des impacts négatifs que peuvent avoir aussi bien la réélection de Biden que le retour de Trump à la Maison-Blanche. En Europe, l'économie tourne tellement au ralenti que l'Allemagne a fini par entrer en récession. De l'autre côté de la Manche, la stagnation semble devoir perdurer pendant encore un bon bout de temps. Enfin, le Fonds monétaire international (FMI) croit que la Chine va connaître un déclin économique majeur pour les quatre années à venir.

Bonne lecture !



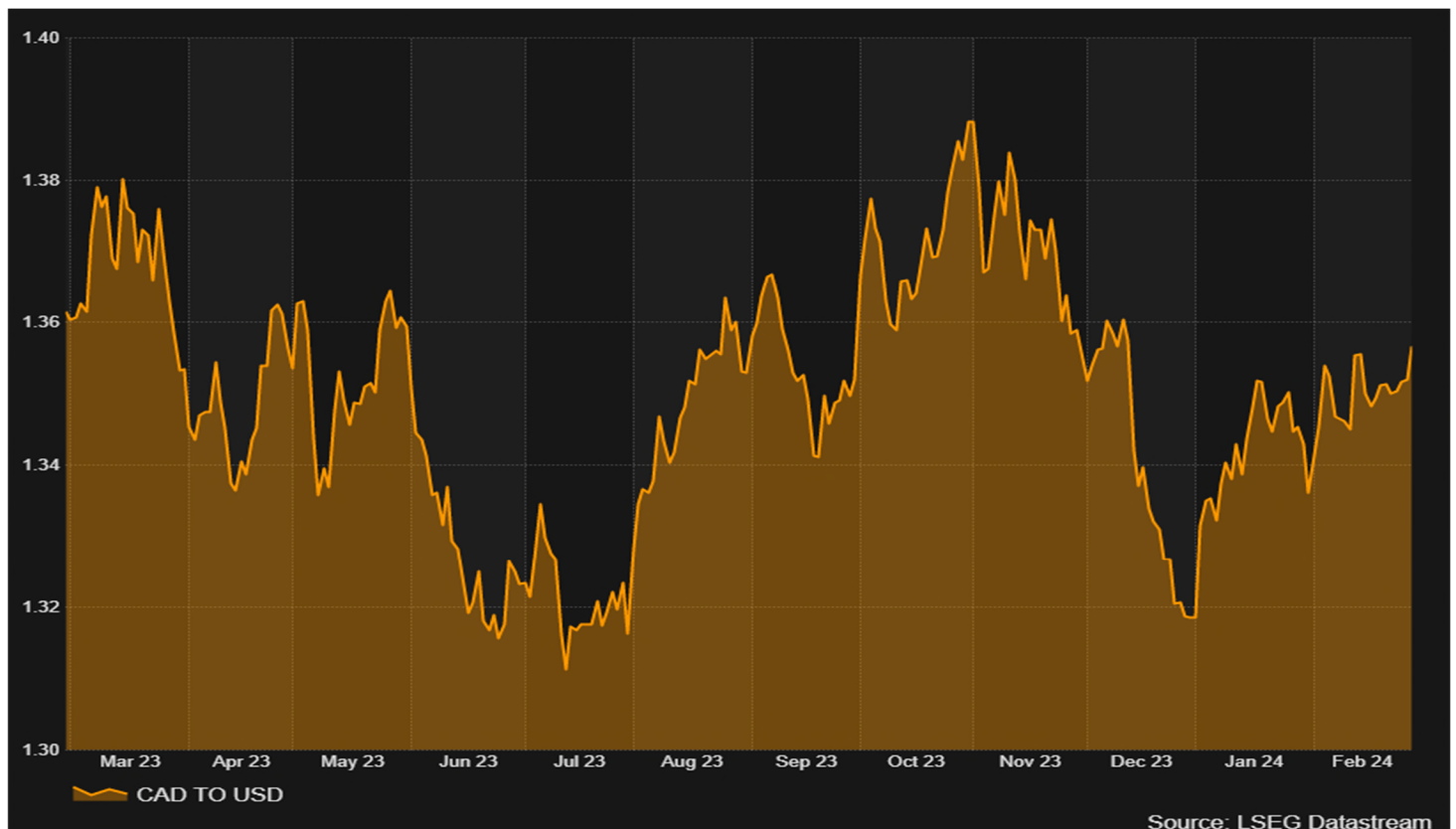
CAD

Durant le mois de février, la paire USDCAD a vu sa valeur progresser de 1.3384 à 1.3578. Le taux d'inflation annuel du Canada est tombé à 2.9% en janvier contre 3.4% le mois précédent, selon Statistique Canada. Il s'agit là d'une bonne nouvelle pour les consommateurs, car la croissance des prix a ralenti dans cinq des huit composantes de l'Indice des prix à la consommation (IPC), dont celle des produits alimentaires.

La Banque du Canada ne sait pas exactement quand elle sera en mesure de baisser son taux directeur, qui est actuellement à 5%. C'est qu'elle trouve l'inflation « toujours trop élevée » comparativement à son objectif de 2%, apprend-on dans le résumé de ses délibérations de janvier dernier. La plupart des analystes s'attendent aujourd'hui à ce que les taux d'intérêt se mettent à baisser à partir du second semestre de 2024. Par conséquent, la croissance économique devrait continuer de stagner au cours des prochains mois, l'inflation refluant petit à petit, ce qui donnerait à la banque centrale l'occasion d'amorcer le repli de son taux directeur.

Cependant, au quatrième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) du Canada a renoué avec la croissance, à hauteur d'environ 1.2%, laissent entendre les premières estimations. Cette progression survient après un trimestre qui avait fait craindre un début de récession, le PIB ayant alors affiché un repli de 0.3%. Le problème, c'est que ce regain découle en grande partie de la surprenante résilience de la consommation chez notre voisin du Sud : statistique Canada a noté que l'actuelle croissance économique canadienne était « largement attribuable » aux industries productrices de biens, lesquelles sont « stimulées par la demande américaine ».

Résultat? Si jamais le redémarrage des moteurs industriels de l'économie canadienne venait à se confirmer dans les prochains mois, cela pourrait raviver l'inflation au Canada. Et donc, empêcher la Banque du Canada de baisser son taux directeur. Autrement dit, « les vents favorables qui viennent aujourd'hui du sud de la frontière semblent donner un coup de pouce à l'économie canadienne, mais ce n'est pas nécessairement une bonne nouvelle, car ils surviennent trop tôt », note Doug Porter, l'économiste en chef de BMO.



USD

L'indice DXY a à peine fluctué en février, passant de 103.05 à 104.14. Cette stabilité du billet vert face à un panier de devises étrangères met en lumière la surprenante résilience de l'économie américaine, alors qu'il y a seulement quelques mois de cela, la plupart des analystes s'attendaient à une prochaine récession. À présent, les experts de la National Association for Business Economics anticipent ni plus ni moins qu'une croissance du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis de 2.2% en 2024.

Comment expliquer un tel revirement? Essentiellement par l'étonnante résilience des dépenses des ménages américains, en dépit des taux élevés qui rendent les prêts hypothécaires et les factures de cartes de crédit plus dispendieux. La hausse des salaires a fini par dépasser, en mai 2023, l'inflation. « L'augmentation du pouvoir d'achat qui en a résulté a alimenté les dépenses de consommation », explique Julia Pollak, l'économiste en chef du site d'emplois ZipRecruiter. À cela s'ajoute un autre élément : les fortes dépenses du gouvernement américain. Lorsque la Réserve fédérale (Fed) a entrepris de juguler l'inflation, « la politique budgétaire a poussé en sens contraire tellement fort que la demande n'a pas fléchi », indique Dan North, économiste chez Allianz Trade.

L'embellie va-t-elle bel et bien se poursuivre? Nombre d'investisseurs s'interrogent à ce sujet, avec les prochaines élections présidentielles américaines qui approchent à grands pas. Des incertitudes évidentes et majeures entourent les candidatures de Joe Biden et Donald Trump. La victoire de l'un comme de l'autre pourrait entraîner des répercussions économiques considérables. Par exemple, les tensions commerciales actuelles entre les États-Unis et la Chine pourraient perdurer en cas de victoire de Biden, mais elles pourraient carrément s'intensifier si jamais Trump revenait à la Maison-Blanche, étant donnée sa promesse d'imposer des droits de douane de 10% sur tous les produits importés aux États-Unis. « Les avis ont rarement été aussi disparates », dit Steve Crews, le fondateur de Golden Road Reborn, un système mondial de négociation d'actions, en soulignant qu'il y a aujourd'hui autant d'analystes qui croient en un marché baissier au premier semestre de 2024 que d'analystes qui pensent le contraire. Il a même ajouté que « La seule certitude, c'est que l'incertitude prédomine ».

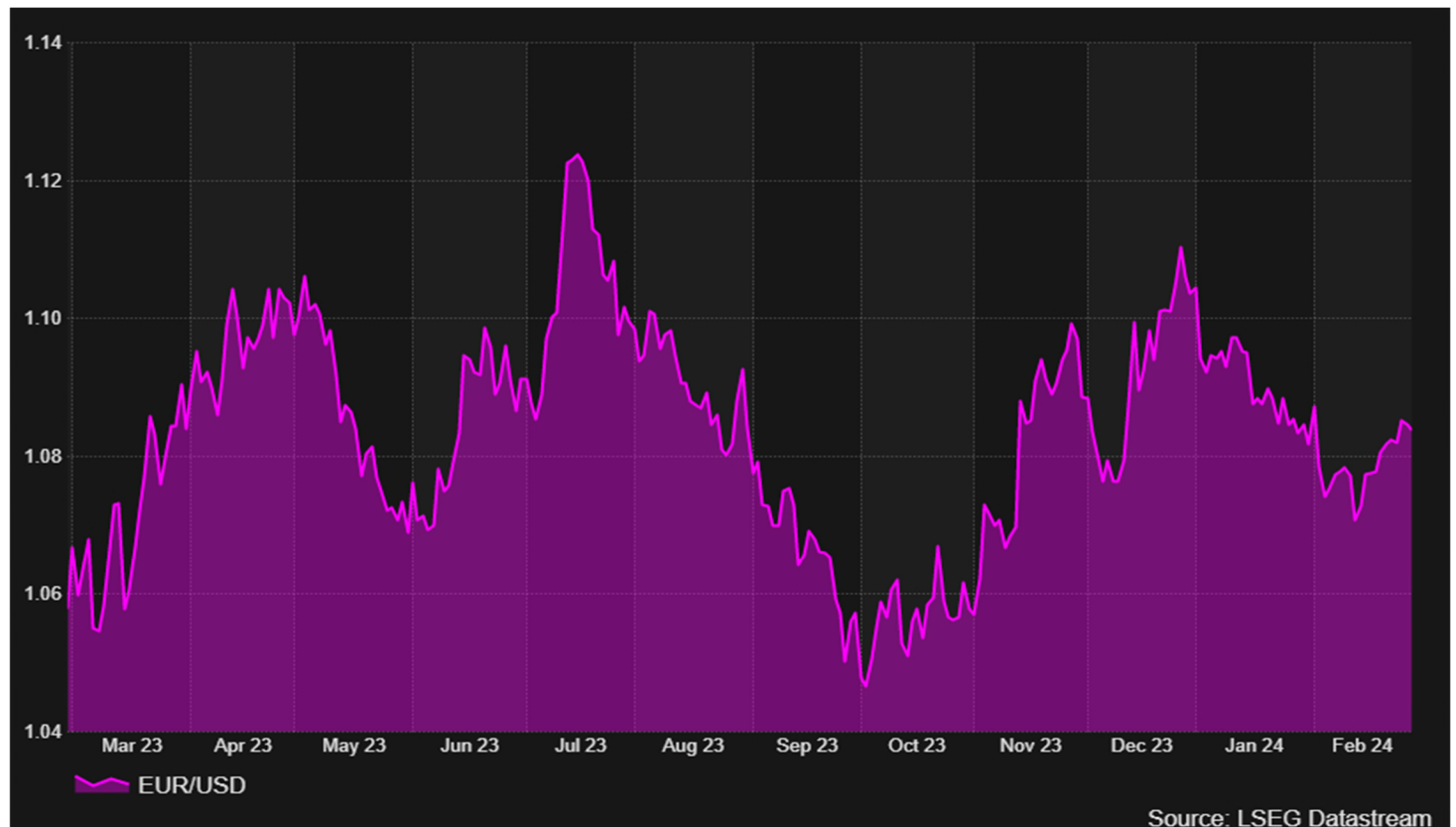


EUR

La paire de devises EURUSD a vu en février sa valeur passer de 1.0872 à 1.0804. Sur l'ensemble de 2023, la zone euro a connu une croissance de seulement 0.5%, tandis que les États-Unis ont enregistré une hausse de 2.5%. C'est bien simple, les 20 pays qui utilisent l'euro n'ont pas affiché de croissance significative depuis le troisième trimestre 2022, montrent les données d'Eurostat. La médecine anti-inflationniste appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à coups de hausses répétées de son taux directeur a freiné, entre autres, les investissements des entreprises et l'activité immobilière. Et cela a suffi pour mettre à l'arrêt l'activité économique ici et là, en particulier en Allemagne, pays réputé d'être le moteur de l'Europe. Le PIB allemand a reculé de 0.3% au quatrième trimestre, son économie étant enlisée par le prix élevé de l'énergie, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et le sous-investissement chronique du gouvernement en faveur de l'équilibre budgétaire.

Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse ses perspectives pour l'économie mondiale cette année, envisageant une croissance globale de 3.1% tirée essentiellement par les États-Unis. En revanche, il a abaissé ses attentes pour la zone euro à une maigre expansion de 0.9%. De graves menaces se profilent à l'horizon. Le président français Emmanuel Macron a déclaré qu'il était prêt à envoyer des forces terrestres en Ukraine pour repousser la Russie. Ce potentiel élargissement du conflit armé qui dure depuis maintenant deux ans aurait, de toute évidence, de lourdes conséquences pour l'économie européenne.

Par ailleurs, les attaques des rebelles Houthis du Yémen contre des navires dans la mer Rouge perdurent, dans le contexte de la guerre entre Israël contre le groupe islamiste Hamas. Cela fait augmenter les coûts de transport de quelque 12% des biens échangés dans le monde, étant donné que les compagnies maritimes préfèrent acheminer leurs navires autour de la pointe sud de l'Afrique plutôt que de passer par le canal de Suez. « La perturbation des échanges commerciaux pourrait ajouter jusqu'à 0.5 point de pourcentage à l'inflation sous-jacente européenne, qui exclut les prix du carburant et des produits alimentaires », indique une note d'Oxford Economics. Et ses analystes d'ajouter: « Une telle hausse de l'inflation sous-jacente serait suffisante pour empêcher la BCE de baisser son taux directeur avant le second semestre de 2024 », estiment-ils.

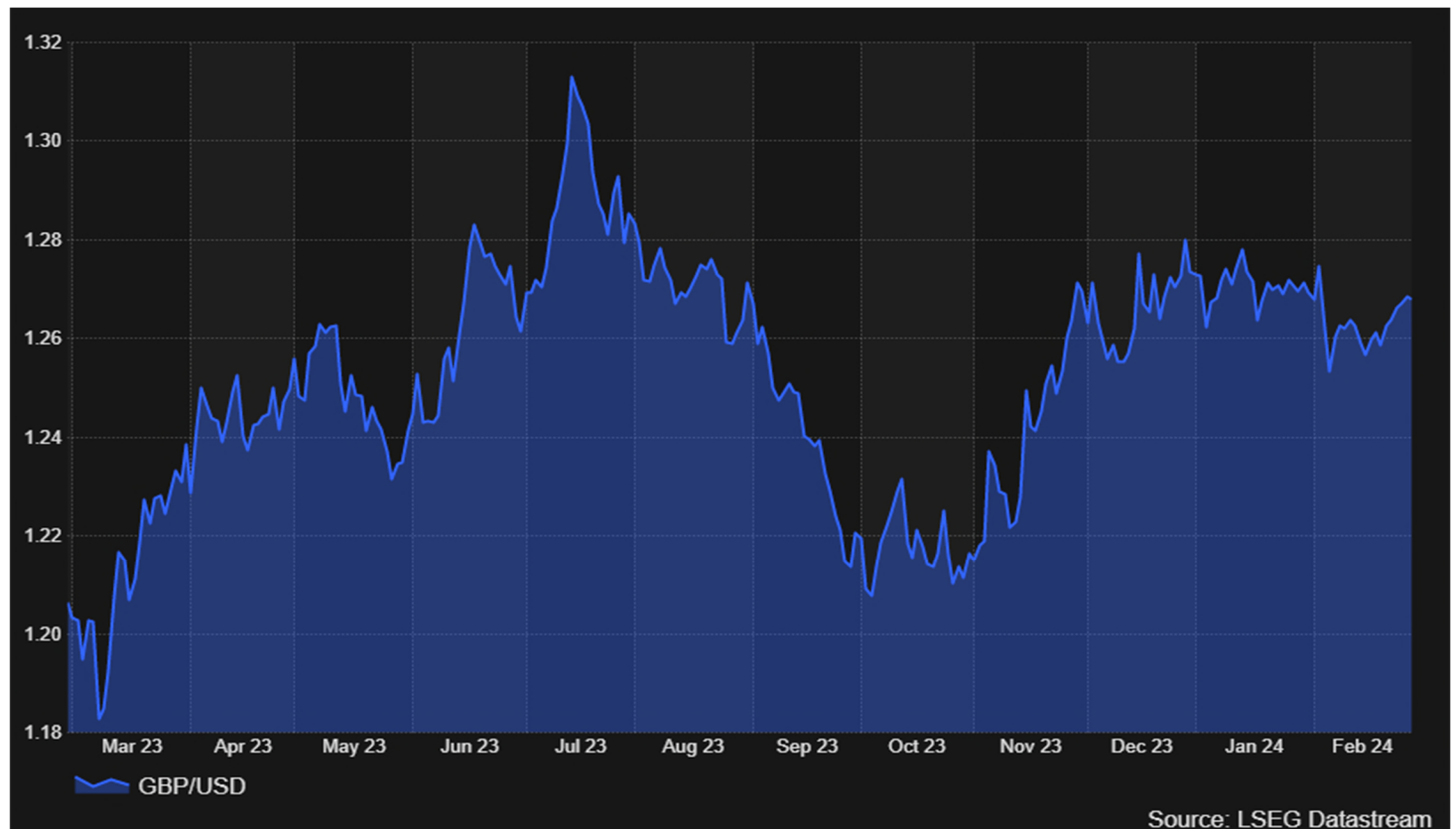


GBP

La paire GBPUSD a reculé en février de 1.2742 à 1.2624. L'économie britannique est officiellement entrée en récession en fin 2023, après que le quatrième trimestre ait enregistré un recul du produit intérieur brut (PIB) de 0.3%. La contraction du dernier trimestre de l'an dernier a été plus importante que les estimations des économistes sondés par Reuters, qui avaient anticipé un repli de 0.1%, comme celui connu au troisième trimestre. L'économie britannique est en hausse d'à peine 1% par rapport à son niveau de fin 2019, avant que la pandémie de COVID-19 ne frappe. Et la stagnation semble vouloir se poursuivre : la Banque d'Angleterre ne prévoit qu'une infime hausse du PIB, de l'ordre de 0.25%, en 2024.

Résultat? Les ménages britanniques devraient bientôt connaître leur première baisse de niveau de vie « significative et généralisée », estiment nombre d'analystes. Ce serait du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Le pouvoir d'achat des Britanniques étant en berne, les pressions inflationnistes devraient aller en s'atténuant. Voilà pourquoi la banque d'investissement Goldman Sachs prévoit désormais cinq réductions consécutives de 25 points de base du taux directeur de la Banque d'Angleterre cette année, le faisant passer de son niveau actuel de 5.25% à 4%. Elle prévoit pour la suite que la banque centrale établira son taux directeur à 3% d'ici juin 2025. De son côté, Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, a déclaré que les paris des investisseurs sur une baisse des taux d'intérêt cette année n'étaient « pas déraisonnables », mais il s'est abstenu de donner le moindre calendrier à ce sujet. C'est que l'inflation est restée stable à 4% en janvier et paraît maintenant maîtrisée. Les pressions sur les prix semblent également s'atténuer, l'Indice des prix à la consommation (IPC) ayant reculé de 0.6% en janvier.

Autre bonne nouvelle pour la Grande-Bretagne : le Canada serait sur le point de ratifier l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), qui vise à favoriser le libre-échange entre les économies des régions Asie-Pacifique et Amérique. C'est du moins ce qu'affirme une source gouvernementale proche du dossier. Le soutien canadien devrait permettre d'accélérer la procédure, et donc l'ouverture de ces nouveaux marchés internationaux à l'économie britannique. Le gouvernement Sunak a ainsi déclaré qu'il espérait que l'accord commercial entrerait en vigueur au cours du second semestre de cette année.

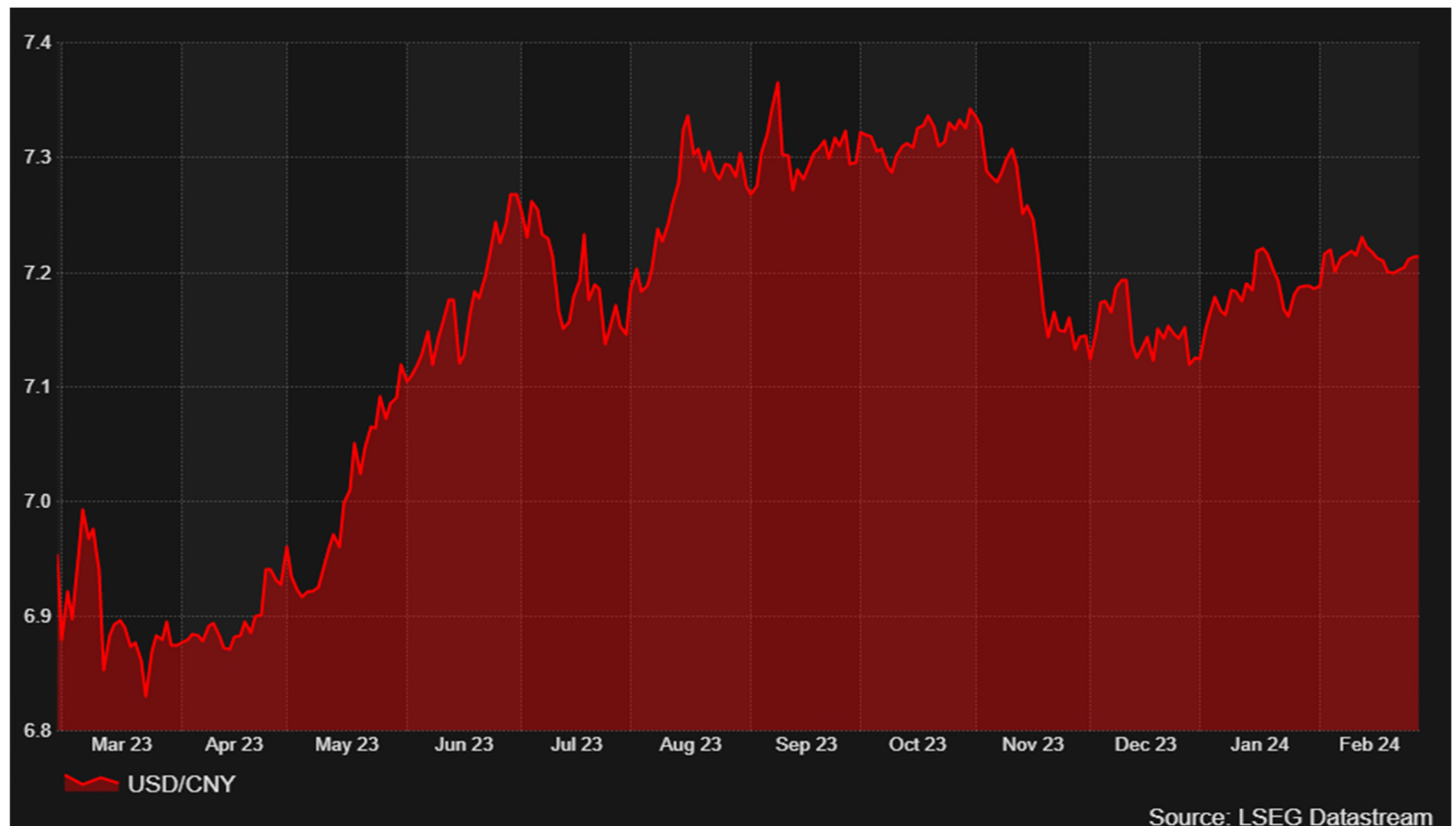


CNY

En février, la valeur de la paire USDCNY a crû de 7.1799 à 7.1887. Le fait que le renminbi soit une monnaie forte pose à présent un grave problème à la Chine, que David Lubin, chercheur, économie et finance mondiales, à l'institut de réflexion (think tank) britannique Chatham House, présente comme le « piège du renminbi ». Les prix à la consommation en Chine ont chuté au cours de cinq des sept derniers mois, et le taux d'inflation est tombé à - 0.8% en janvier. En conséquence, il existe un risque élevé que la déflation et la faiblesse de l'activité économique s'aggravent mutuellement, créant une sorte de « spirale infernale » : les prix chutent parce que la demande est faible, et la demande reste faible puisque les ménages chinois estiment qu'il est préférable de retarder leurs dépenses dans l'espoir que les biens et les services deviennent encore moins chers.

Le FMI souhaite que Beijing affaiblisse le renminbi. Dans son dernier rapport sur l'économie chinoise, publié au début du mois, il suggère qu'« une plus grande flexibilité du taux de change aiderait à contrer les pressions déflationnistes ». Et il cite en exemple le Japon, qui en affaiblissant stratégiquement le yen (JPY) a réussi à faire passer son inflation de - 1% à + 3%. Cependant, une monnaie chinoise plus faible rendrait les importations en provenance de Chine moins dispendieuses, et donc plus concurrentielles pour les producteurs locaux provoquant une vive réaction de la part des partenaires commerciaux.

À cela s'ajoute le fait que la Chine a connu de mauvaises expériences par le passé, au cours desquelles la faiblesse de sa monnaie a engendré une perte de confiance de sa population, qui a massivement transféré sa fortune à l'étranger. Les réserves de change de la Chine étaient ainsi passées de 4 000 milliards USD à 3 000 milliards de USD. Résultat? Les experts du FMI estiment que le déclin économique de la Chine va probablement se poursuivre au cours des quatre prochaines années, alors que la deuxième économie mondiale est confrontée à une série de défis tels qu'un vieillissement rapide de la population, un chômage élevé, surtout chez les jeunes, et une grave crise immobilière. Après avoir connu une croissance de 5.3% en 2023, l'économie chinoise devrait enregistrer une progression de 4.6% cette année et de seulement 3.4% annuellement d'ici 2028. Un exemple frappant de la gravité de la situation est que le FMI prédit que les investissements immobiliers dégringoleront en Chine « de 30 à 60% au cours des dix prochaines années » par rapport à leur niveau de 2022. Rien de moins.



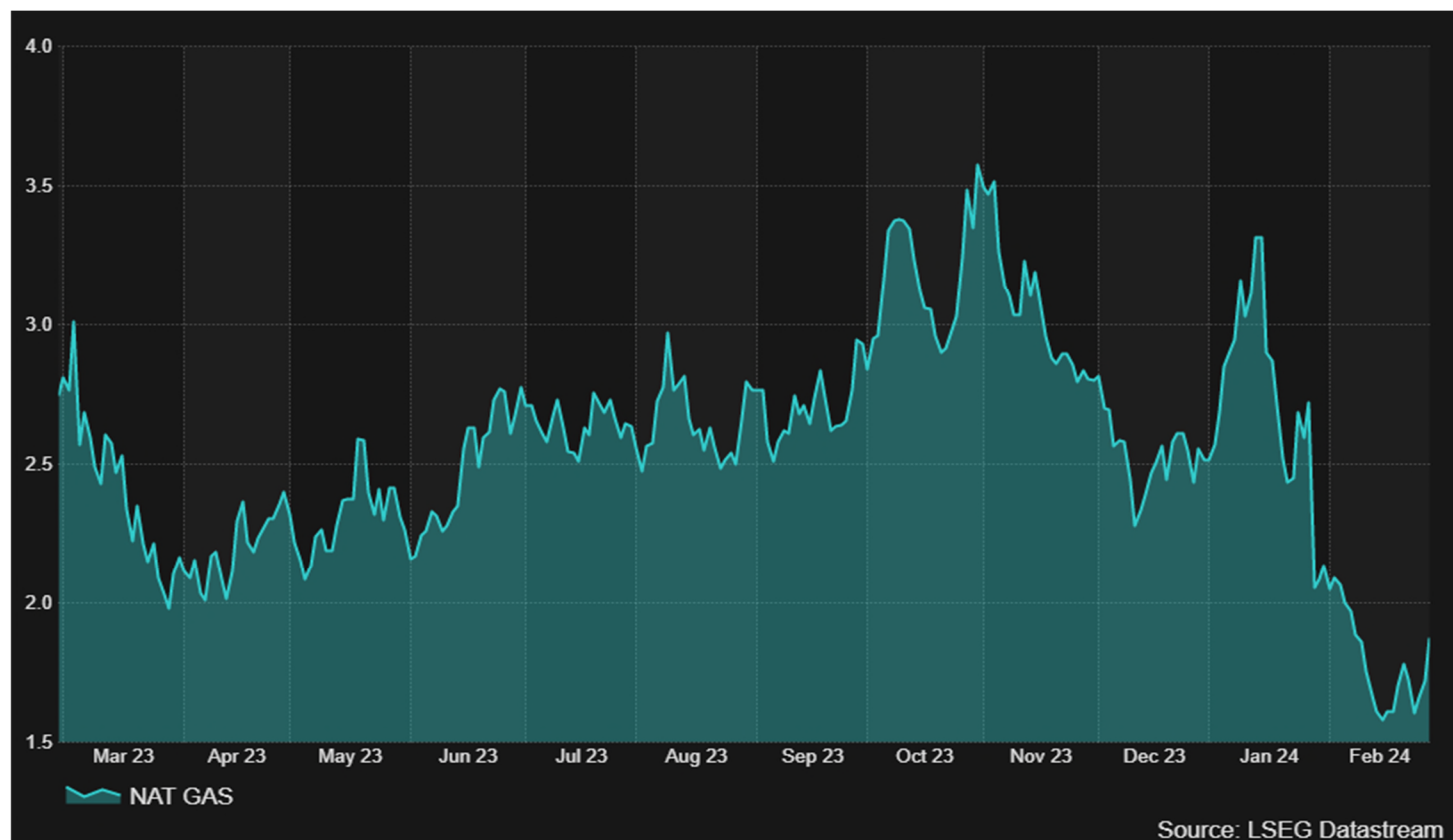
GAZ NATUREL

Le prix du gaz naturel est actuellement de 1.85 USD/MMBtu (l'unité utilisée pour le prix du gaz en Bourse, aux États-Unis), et donc à la hausse par rapport au bas de 1.54 USD/MMBtu atteint le 19 février 2023, un prix n'ayant pas été vu depuis juin 2020. Rappelons que son sommet historique a culminé à 15.78 USD/MMBtu, en 2005.

La douceur de l'hiver a diminué significativement la demande à l'échelle mondiale et a, semble-t-il, surpris les producteurs, qui n'ont pas vraiment diminué pour autant leurs volumes de production. Les stocks sont à présent 22.3% plus élevés que la normale. Ce niveau est si élevé que nombre de producteurs ont décidé de changer de stratégie pour 2024 : Chesapeake Energy a récemment annoncé une réduction de 30% ses cibles de production pour l'année en cours ; et d'autres lui ont emboîté le pas, tels qu'Antero Resources, Comstock Resources et EQT.

L'annonce de Chesapeake Energy a aussitôt entraîné une hausse notable de 13% des prix à terme du gaz naturel américain, suggérant un possible changement d'orientation du marché. Toutefois, des forces contraires peuvent enrayer cette tendance naissante. Ainsi, depuis le boom du gaz de schiste aux États-Unis, la situation est devenue complexe chez notre voisin du Sud. Les producteurs de pétrole se sont mis à recueillir du gaz comme sous-produit et sont à présent des acteurs importants du marché américain. Et ils ne sont pas sur la même longueur d'onde que les grands producteurs de gaz en matière de production : pour eux, plus ils en produisent, plus ils empochent de revenus.

Résultat? Les États-Unis devraient finalement produire 105 milliards de pieds cubes de gaz par jour cette année, soit une augmentation de 2.5 milliards de pieds cubes par jour sur une base annuelle, révèlent les données de Reuters. Autrement dit, la production américaine n'irait pas en diminuant, en dépit des efforts en ce sens des grands producteurs de gaz naturel. Et cela devrait empêcher, à l'avenir, une hausse des prix substantielle. Selon Trading Economics, le gaz naturel devrait s'échanger à 1.89 USD/MMBtu à la fin du premier trimestre de 2024 et à 2.07 USD/MMBtu dans 12 mois.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS FUIENT LA CHINE

En 2023, le montant des capitaux étrangers investis directement en Chine a dégringolé de 82% par rapport à l'année précédente, selon des données de l'Administration d'État des changes. Alors qu'ils avaient été de 400 milliards USD en 2022, ils n'ont plus été que de 33 milliards USD l'an dernier. C'est du jamais vu depuis les années 1990. Ce phénomène s'explique en grande partie par la faiblesse actuelle de l'économie chinoise, en proie notamment à la déflation, à un chômage élevé et à une grave crise immobilière. À cela s'ajoute le fait que les tensions géopolitiques entre la Chine et les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, n'aident pas : l'an dernier, trois cabinets de conseil en stratégie, dont Bain & Company, ont été la cible d'enquêtes policières chinoises. De quoi inquiéter sérieusement les investisseurs.

Source: The Financial Times

<https://www.ft.com/content/bcb1d331-5d8e-4cac-811e-eac7d9448486>

BOND DES EXPORTATIONS DU CIGARE CUBAIN

Les ventes de cigares cubains ont crû à l'étranger de 31% l'an dernier, selon des données officielles cubaines, qui expliquent cet engouement par le regain d'intérêt mondial pour les produits de luxe. Le chiffre d'affaires dégagé des ventes à l'international s'est ainsi établi à 721 millions USD. Le cigare est l'un des principaux produits d'exportation de l'île. Ses principaux acheteurs étrangers sont les Chinois, suivis des Espagnols et des Suisses. Par régions et en valeur, l'Europe est le principal marché des cigares cubains (56%), suivie par l'Asie-Pacifique (21%), les Amériques (13%) et l'Afrique et le Moyen-Orient (10%). À noter que les cigares cubains n'ont pas accès au marché nord-américain en raison de l'embargo imposé par Washington à l'île communiste depuis 1962.

Source : Les Échos

<https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/cuba-les-exportations-de-cigares-ont-bondi-en-2023-2078807>

PROJET AMQ/FINMETRIX - Opportunité Acier

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration!

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX